
Face à l'offensive patronale contre l'emploi, **ORGANISER LA RESISTANCE UNIE**

Il ne se passe plus un jour sans que l'on annonce de nouvelles pertes d'emplois, restructurations ou extension du chômage économique dans telle ou telle entreprise. En octobre 2008, le chômage économique augmentait de 23,4% par rapport à septembre. En novembre, il augmentait de 50% par rapport à octobre et touchait 176.223 travailleurs. Le 8 janvier 2009, le dirigeant de la FEB, Rudi Thomaes, annonçait dans l'*Echo* que «*le chômage économique va s'accroître et ne sert que de tampon avant des licenciements. Des restructurations sont ainsi à craindre en février et mars*». Le service d'étude de la KBC prévoit la perte de 100.000 emplois en Belgique sur la période 2009-2010.

Peut-on résister efficacement si les travailleurs doivent se défendre entreprise par entreprise alors que tous ensemble ils seraient bien plus forts ?

N'est-il pas temps que soit préparée une grande **MARCHE POUR L'EMPLOI**, pour unir la résistance, exiger l'interdiction des licenciements, pour un plan de défense des travailleurs ? N'est-ce pas un objectif que les syndicats devraient se fixer sans attendre ?

Il y a urgence pour éviter la catastrophe qui se prépare. Au mois d'octobre, le gouvernement a financé les banques à hauteur de 22 milliards qui sont ensuite devenus 25 milliards. Dans l'affaire du démantèlement de Fortis, le député SP.A, Van der Maelen, a cité des chiffres à la Chambre qui démontrent un véritable bradage de Fortis. Au total, la perte de valeur (à charge de l'Etat) serait de 21,1 milliards qui s'ajoutent aux milliards déjà sortis des caisses de l'Etat. Et maintenant, on évoque un nouveau plan de financement des banques avec l'argent public !

Qui paie les conséquences des plans en faveur des banques ?

Selon l'agence Belga (9 janvier) le premier plan en faveur des banques a augmenté la dette publique de 6%. Le ministre Reynders en tire argument pour exiger une diminution du financement public à la sécurité sociale. Au nom de la crise, les patrons ont exigé et obtenu que l'accord interprofessionnel 2009-2010 ne leur coûte rien ! Les travailleurs à plein temps pourraient obtenir (mais ça reste à négocier par secteurs et entreprises ...) un maximum de 250 euros par an d'ici 2010. Les patrons reçoivent en «contrepartie» plus d'un milliard de réductions sur les cotisations sociales et sur la fiscalité ! Et en plus de cela, c'est la catastrophe pour l'emploi.

Les dirigeants syndicaux ont apporté leur soutien au premier plan en faveur des banques, ce que nous estimons être une erreur. Cette fois, à l'annonce d'un deuxième plan banque, la FGTB remarque que, «*à l'instar de ce que propose la FGTB, certains gouvernements européens envisagent plutôt une plus grande intervention de l'Etat via une nationalisation des banques*» (communiqué du 21 janvier 2009).

Mais il faut être clair. Les gouvernements qui nationalisent le font à titre provisoire. Ils «socialisent les pertes» avant de rendre les banques au privé. La nationalisation des banques ne peut être un instrument de relance que si elle s'inscrit dans un plan visant l'interdiction des licenciements. Pour cela, la nationalisation des banques doit être définitive (et pas provisoire), générale (c'est tout le secteur bancaire qui doit être nationalisé) et sans indemnité pour les spéculateurs qui sont responsables de la situation. C'est la seule position conforme à la Déclaration de principe de la FGTB qui affirme dans son article 12 que le mouvement syndical «*estime que la socialisation des grands trusts bancaires et industriels s'impose*».

Pour aller dans ce sens, n'est-il pas indispensable de remettre en cause le premier plan en faveur des banques ? Le communiqué de la FGTB constate que «*les premiers plans de sauvetage n'ont manifestement pas permis de stopper la crise*». Qui a profité des milliards de ces plans ? On nous avait dit que si ces plans en faveur des banques n'avaient pas été décidés, on irait vers un effondrement économique. Ces plans ont été appliqués, on en envisage d'autres et on est dans l'effondrement économique. Les seuls gagnants, ce sont les spéculateurs. La Banque centrale européenne a versé des milliards d'euros aux banques à des taux d'intérêt très bas et celles-ci prêtent à des taux d'intérêt très hauts, tout en liquidant des milliers d'emplois.

C'en est assez : C'EST LES SPECULATEURS QUI DOIVENT PAYER, PAS LES TRAVAILLEURS !

N'est-il pas temps de lancer un PLAN DE SAUVEGARDE défendant les intérêts des travailleurs ?

1 - Annulation de tous les plans en faveur des banques. NATIONALISATION IMMEDIATE DE TOUT LE SECTEUR FINANCIER de façon à garantir l'épargne et à l'enlever des mains des spéculateurs. Un secteur financier public est indispensable **pour empêcher les licenciements.**

Les raisons de la crise, tout le monde les connaît : les milieux financiers ont conduit tout le système à la faillite parce que le capitalisme n'a jamais eu et n'aura jamais qu'un seul objectif : la recherche du profit maximum. Dans ce but, ils ont exigé la privatisation du secteur public (notamment des banques publiques) et la remise en cause de tout ce qui faisait obstacle à leurs profits.

Qui leur a donné satisfaction ? **L'Union européenne** qui a fait sauter toutes les réglementations, et imposé, notamment, la libre circulation des capitaux avec comme conséquence qu'une crise née aux USA ravage l'Europe entière. Et c'est encore l'Union européenne qui a exigé la privatisation des banques publiques comme la CGER et le Crédit communal. C'est encore elle qui a imposé comme seule politique possible une économie basée sur «la concurrence libre et sans entrave». On voit le résultat !

Maintenant, les capitalistes qui sont les seuls responsables la crise veulent la faire payer aux travailleurs. Ils préparent les pires plans de restructuration et de remise en cause des droits sociaux.

2 - Les travailleurs ne peuvent accepter de voir leur seul moyen de subsistance -leur emploi- liquidé. Ils veulent empêcher les licenciements et que ceux-ci soient interdits. C'est légitime. Si les capitalistes, les groupes financiers, ne sont plus capables de faire tourner les entreprises pendant que des milliards de gens sur la terre manquent de tout, alors les travailleurs sont en droit d'exiger **que ces entreprises soient nationalisées et que les secteurs-clés de l'économie soient enlevés des mains des spéculateurs.** C'est un moyen efficace d'imposer **l'interdiction de tous les licenciements.**

La Belgique est en crise politique permanente depuis les élections de juin 2007 parce que certains courants du patronat veulent casser les droits sociaux nationaux en les régionalisant, quitte à faire exploser le pays. Maintenant, la Belgique est touchée de plein fouet par la crise économique et on parle moins des problèmes «communautaires». Mais attention : ceux qui veulent nous faire payer leur crise sont tout à fait capables de relancer toute cette offensive pour la destruction de nos droits. C'est pourquoi, il faut plus que jamais, avec nos syndicats, réaffirmer que les travailleurs entendent défendre leurs conquêtes sociales fédérales.

3 - Maintien de toutes les conquêtes sociales fédérales. La sécurité sociale, le droit du travail, les conventions collectives doivent rester du domaine fédéral.

Est-ce que ce ne sont pas là les bases d'un plan de sauvegarde des travailleurs, d'un plan pour l'avenir de la jeunesse, d'un plan pour l'augmentation des salaires et la défense des droits sociaux ?

Pour notre part, nous sommes des militants qui voulons construire un Mouvement d'unité des travailleurs de tout le pays. **NOUS APPELONS À LA FONDATION D'UN MOUVEMENT QUI COMBAT :**

- ✓ Pour l'unité des travailleurs de tout le pays en défense des conquêtes sociales fédérales.
- ✓ Contre l'éclatement de la Belgique.
- ✓ Pour l'union libre des peuples libres de toute l'Europe, garantissant nos droits sociaux.
- ✓ Pour la rupture avec les institutions de l'Union européenne qui nous imposent le recul social permanent.

POUR TOUT CONTACT : ☐ Serge Monsieur, Délégué CGSP-FGTB, Rue de la Glacière, 2, 1060 Bruxelles.
GSM : 0475 238 466. Mail : sergemonseigneur@hotmail.com ☐ Rik Steeland, Militant BBTK-ABVV, Kanaalstraat, 36, 8550 Zwevegem - 0477 25 80 34 of 056 75 51 26 Mail : rik.steeland@telenet.be (Editeurs responsables)